

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITÉ

44, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-62

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

L' "Idea Nazionale"

Les diffamateurs de M. Caillaux contre la France

Poursuivons la lecture du dossier de l' *Idea Nazionale*.

Voici, pour commencer, un dernier passage de l'article de la *Revue des Nations latines*.

Ces lignes se passent de commentaires :

*D'autre part, ceux qui se préoccupent d'asseoir les rapports italo-français sur une base solide de cordialité et d'amitié doivent souhaiter l'échec ou du moins l'adoucissement de la politique méditerranéenne des nationalistes. A l'égard de la France, l'attitude des nationalistes italiens s'est modifiée depuis le mois d'août 1914, mais n'est-elle changée radicalement ? Il faut reconnaître qu'ils ont justifié cette attitude par la politique grecophile suivie si longtemps par le gouvernement français. Les articles publiés en avril-mai par Coppola dans l' *Idea Nazionale* sous le titre *Italie-France sont un indice éloquent de l'état d'âme de certains nationalistes à l'égard de la France* : dans ces articles dont le but était de discuter les circonstances et les conditions d'une alliance avec la France, le ton était assez peu favorable à la réalisation de ces intentions.*

SUS LA CORSE !

Mais voici un autre témoignage. C'est celui d'un italo-phile résolu, M. Albert Dauzat, professeur à l'École pratique des Hautes Études (en Sorbonne) et l'un des écrivains français qui connaissent le mieux l'Europe et la politique étrangère. M. Albert Dauzat publia, en février 1914, un livre quasi-prophétique intitulé *l'Expansion italienne*. (Fasquelle, éditeur.)

M. Dauzat signale dans cet ouvrage les manœuvres antifrançaises des rédacteurs de l' *Idea Nazionale*.

Écoutez M. Albert Dauzat :

*« Avant les incidents franco-italiens, l' *Idea Nazionale* publiait divers articles qui, s'ils avaient été exploités en France par des adversaires de l'Italie, auraient violemment irrité l'opinion publique contre nos voisins. Avons-nous jamais réclamé la vallée d'Aoste, qui est de langue française ?*

« Dans une longue étude sur la Corse (1), M. O.F. Tencajoli, après avoir prétendu que la France laissait l'île dans un état d'abandon, faisait ressortir avec une satisfaction non dissimulée certains erreurs de notre politique locale (2) ; il rappelait le mot malheureux d'un ancien ministre qui, dans la chaleur communicative d'un banquet, avait comparé la Corse à un revolver braqué sur le Quirinal, — et la si triste initiative d'un homme politique, revenu depuis à d'autres sentiments, qui, le 4 mars 1871, à l'Assemblée de Bordeaux, déposait la motion suivante, au milieu des huées générales :

« Le Club positiviste de Paris déclare que la Corse a cessé immédiatement de faire partie de la République française. »

« Il ajoutait ensuite :

« Les Italiens ont le tort trop grave de ne pas s'occuper de la Corse comme il convient, le retour possible de cette île au sein de la même patrie (sic) étant un problème politique de la plus haute importance. »

« Et plus loin :

« L'union avec l'Italie, qui, je le répète, tôt ou tard devra arriver, ne pourra qu'apporter des bénéfices immenses à l'île disgraciée, négligée par tous les gouvernements qui se sont succédés en France, de 1768 à 1911. »

« Et il traçait tout un programme de propagande séparatiste pour raviver l'italianité » des Corses : billets et tarifs à prix réduits entre la Corse et l'Italie, excursions en Corse, organisées par les nationalistes, création en Corse, par la « Dante Alighieri », d'écoles italiennes, non seulement pour les émigrés italiens, mais pour les indigènes.

« Dans un autre article, le même auteur déclarait que les Népols sont « des frères qu'il faut aider à demeurer fidèles au culte et au souvenir de la patrie italienne, à laquelle, nous espérons, ils pourront être un jour de nouveau réunis ».

*« Je le demande à tous nos amis d'Italie : de telles allégations ne sont-elles pas autrement blessantes et dangereuses pour l'amitié franco-italienne que le discours de M. Poincaré au sujet du *Manouba*, dont nos voisins ont singulièrement exagéré la portée ?*

« Les nationalistes eux-mêmes l'ont compris. L'un de leurs chefs les plus autorisés, M. Scipio Sighele, aujourd'hui décédé, en réponse aux faits précédents que j'avais cités, répondit comme il suit :

« Il (l'auteur) aime à extraire d'un journal nationaliste quelques fragments d'articles qui tracent un programme de propagande séparatiste pour raviver l'italianité

des Corses, et il nous demande à nous autres Italiens : « Est-ce que nous avons jamais réclamé la vallée d'Aoste qui est de langue française ? La logique de M. Dauzat est impeccable ; seulement il a tort de croire qu'en Italie il y ait à présent plus de cinq personnes à vouloir reprendre la Corse à la France. L'irréductibilité en Italie n'est dirigée dans le peuple que contre l'Autriche. Et pour une raison très évidente : parce que la population italienne qui est sujette de l'Autriche est seule à désirer se rattacher à la mère-patrie. Le principe de nationalité doit, sans nul doute, primer dans la constitution des États ; mais il doit être complété par le principe de la volonté populaire. Or, la volonté populaire est pour nous dans les provinces italiennes sujettes de l'Autriche, tandis qu'elle est actuellement pour nous dans la Corse et à Nice. Et — en dehors de ce côté psychologique — il y a le côté stratégique et le côté politique. Inutile d'insister sur l'utilité stratégique, pour l'Italie, de rectifier ses frontières vers l'Autriche ; inutile d'insister sur la stupidité politique de vouloir aujourd'hui chercher querelle à la France à propos de la Corse ou de Nice.

« M. Sighele, francophile et partisan d'une entente étroite entre la France et l'Italie, désavouait donc nettement — au nom de la majorité de son parti, je veux le croire — toute revendication actuelle de l'Italie sur Nice et la Corse ; et il donnait à l'appui d'excellentes raisons. Il passait malheureusement sous silence la Tunisie, et il était moins catégorique pour l'avenir, lorsqu'il écrivait, dans le même article, à propos des Corses et des Népols :

« Puisque ces habitants parlent l'italien, qu'ils continuent à le parler. Voilà ce que nous voulons pour le moment. L'avenir est aux mains de Dieu. »

Et maintenant, voilà le peuple de France édifié sur la troupe d'aventuriers qui ont diffusé si odieusement M. Joseph Caillaux.

Georges CLAIRET.

Communiqués

856^e JOUR DE LA GUERRE

COMMUNIQUE FRANÇAIS

14 janvier, 15 heures.

Au sud de la Somme et sur la rive droite de la Meuse, quelque activité d'artillerie de part et d'autre. Nuit calme sur le reste du front.

La Campagne Roumaine

Zurich, 14 janvier. — Le colonel Gaedke écrit dans le *Worwarts* : « La campagne contre la Roumanie est maintenant complètement terminée. Désormais, c'est la campagne contre la Russie qui va continuer sur le territoire roumain. La campagne contre la Russie avait été interrompue en octobre 1915 pour pouvoir concentrer les forces nécessaires à détruire la Serbie et le Monténégro et aussi pour faire échouer l'entreprise des Dardanelles. » (Information.)

L'Incendie de Braïla

Petrograd, 12 janvier. — On apprend d'Odessa qu'avant d'abandonner Braïla l'armée roumaine a incendié les approvisionnements de blé et de pétrole qu'elle ne pouvait évacuer. Poussé par le vent, le feu a envahi tous les magasins et certains quartiers de la ville. L'incendie, arrivé à son apogée à quatre heures du soir, a duré vingt-quatre heures après le départ de l'armée roumaine, n'a pu absolument rien sauver des approvisionnements. — (Radio.)

La Guerre Sous-Marine

Une Déclaration de M. Bernstorff

Londres, 14 janvier. — On télégraphie de New-York le texte d'une note officielle communiquée hier soir par l'ambassade d'Allemagne aux correspondants de Washington.

« En voici le contenu : « Le peuple américain n'a pas à craindre que, par suite de la réponse des Alliés, l'Allemagne viole les engagements pris envers le président Wilson concernant la guerre sous-marine.

« Toutefois, l'Allemagne ne considère pas comme faisant partie de ses engagements de respecter les navires marchands alliés qui seront armés et pourvus de canons. L'Allemagne se considère en droit d'attaquer de pareils navires sans avertissement préalable et ne se regardera pas comme responsable si des citoyens américains voyageant sur lesdits navires viennent à être tués. » — (Information.)

La perte du "Regina-Margherita"

Rome, 14 janvier. — Selon le *Messaggero*, le lieutenant-général Bandini, qui commandait le corps expéditionnaire italien d'Albanie, se trouvait à bord du *Regina Margherita*, lorsque celui-ci coula. Le général Bandini et tout l'état-major du navire auraient péri dans les flots.

Faits divers

TUE EN TOMBEANT

Un Espagnol, M. Saturnino, âgé de 35 ans, est tombé dans l'escalier de l'immeuble qu'il habite, passage Degrais, et s'est tué sur le coup.

ROY ET KIENTHALIENS

CRIMINALITÉ POLITIQUE et Crimes Royaux

Le chevalier de Maurras essaya d'opposer ses sophismes creux aux arguments par lesquels M. Paul Deschanel montrait, jeudi, à la Chambre, le rôle utile du Parlement pendant la guerre ; mais se trouvant à court de preuves valables — valables même pour les lecteurs de l' *Action Française*, pourtant peu difficiles, — le sophiste délaissa pour un temps « les vices » de l'institution parlementaire en elle-même, pour s'attaquer aux personnalités.

Ne sachant trop quel cliché anti-parlementaire sortir, le chevalier de Maurras en mal de conclusion nette, trouva l'obstacle et se renoua provisoirement à attaquer le Parlement, il s'en prit aux parlementaires.

Les raisons de M. Deschanel, écrit-il en substance, ne valent presque rien, mais que deviennent-elles en présence des phénomènes de criminalité parlementaire imputés, qu'il s'appelle MM. Brizon, Alexandre Blaine, Radin-Dugens ?... et Maurras termine en constatant que « l'immunité des délinquants ne peut pas faire respecter l'enceinte où les délits se commettent, ni le corps d'État qui les englobe de si bon cœur. »

Et voilà ! Le régime ne vaut déjà rien, les hommes le gênent encore !

Bel hommage à un peuple qui par son courage a arrêté les armées les plus fortes et les mieux organisées que le monde ait jamais vues !

Mais, Maurras dédaigne ces « petites questions » :

Il voit le « crime des pèlerins de Zimmerwald et de Kienthal ». Il constate impuissamment l'immunité des délinquants, et comme un sourd, il crie à la trahison, au crime !

Mais, en quoi les « misérables » sont-ils criminels ?

Devant quels faits « et des phénomènes de criminalité qui ont nom Brizon, Blanc et Radin-Dugens », les raisons de M. Deschanel perdent-elles le peu de justesse qu'elles contiennent ?

Parce que pendant la guerre, d'agresseurs ils ne sont pas devenus lous, parce que d'hommes ils ne sont pas devenus des animaux, parce que pendant la folie, ils ont conservé leur raison, parce que même au milieu des haines déchaînées, ils n'ont pas renié leurs amis, les trois « kienthaliens » sont des criminels.

Mais leur attitude, leurs opinions, leurs démarches, même si elles méritent l'épithète de coupables, sont respectables, puisqu'elles sont nées de l'amitié et non de l'intérêt.

C'est une conviction — et non un appétit — qui a fait que du haut de la tribune française, M. Brizon, selon sa propre expression, a tenu une main fraternelle à ceux qui, chez l'ennemi, envers et contre tous, demeurent ses amis.

Maurras accuse de crime, des hommes coupables de conserver des amitiés pendant la guerre.

Pourquoi n'accuse-t-il pas de trahison, son Roy, Louis XVI — à la mémoire duquel, samedi, à Saint-Germain-L'Auxerrois, est allé rendre un hommage ?

Ce n'est pas l'amitié qui poussait le Roy la guerre déclarée, à conserver des relations avec l'Autriche, et des relations qui ne consistaient pas seulement à assister à une conférence, mais qui étaient de la trahison caractérisée.

Le Roy trahissait, trouvant comme excuse que ce n'était pas la France royale qui était en guerre avec la Maison d'Autriche.

Pour lui, le sort de la France n'était pas en jeu. Ce qui importait, c'était la couronne. L'avenir du pays n'existait pas comparé à l'avenir de la dynastie.

Le Roy trahissait. Il trahissait à un tel point que Vergniaud pouvait dire au procès de Lestart : « *J'aperçois le palais où se prépare la manœuvre qui doit livrer la France à la Maison d'Autriche !* »

Et M. Jacques Bainville, voulant justifier l'attitude royale, trouve à dire dans son *Histoire de deux peuples* « qu'aux Tuileries l'Autriche ne cessait pas d'être considérée comme une alliée. Qu'on n'y connaissait pas d'ennemis à Vienne et qu'une guerre dans ces conditions, paraissait une absurdité désastreuse. »

C'est par de pareils arguments que les royalistes se donnent le droit de trahir. Le Roy pouvait, alors que son pays était en guerre contre l'Autriche, considérer cette Maison comme une alliée. Les « kienthaliens » ne peuvent considérer comme amis, leurs amis d'Allemagne.

Le Roy pouvait qualifier la guerre « dans ces conditions d'absurdité désastreuse. » Un simple député socialiste n'en a pas le droit.

On peut critiquer l'attitude des Kienthaliens. Mais il est quel'un qui, d'avance, a justifié tout ce que les Kienthaliens ont fait ou peuvent faire : c'est l'apologiste forcené du Roy Louis XVI, le défenseur des Emigrés.

SAINT-DIE.

Les troupes de Sarraïl

Rome, 14 janvier. — Le *Messaggero* a pu avoir quelques échos d'une conversation entre le général Cadorna et le général Sarraïl. Le commandant en chef de l'armée d'Orient a fait au généralissime italien un vil éloge des troupes italiennes qui combattent en Orient sous les ordres du général Pettiti et souligné les liens de bonne camaraderie qui règnent entre elles et les autres soldats alliés. — (Information.)

Le Bonnet Rouge

est le seul grand journal républicain du soir.

DANS L'AUTRE CAMP

LE ROYAUME DE POLOGNE et les Nationalités

Lausanne, 14 janvier. — La *Feuille d'avis* de Lausanne :

« Suivant certains bruits, la position du comte Clam-Martinovitch serait très difficile. La situation dans laquelle il se trouve est extraordinairement complexe. On peut la résumer comme suit : Le défunt empereur d'Autriche, François-Joseph, a promis d'accorder l'autonomie à la Galicie, qu'il estimait devoir un jour ou l'autre être de nouveau rattachée au royaume de Pologne. Les Polonais sont enthousiastes et des mesures d'application sont à l'étude. Mais les Russiens, qui forment le gros de la population de la Galicie orientale, ne veulent pas dépendre des Polonais. Leurs aspirations se portent vers les populations russes de l'Ukraine. Le comte de Clam-Martinovitch n'a pas encore mis d'accord les uns avec les autres.

« Ce n'est pas là la plus grosse difficulté. Si la Galicie devient autonome, elle aura un Parlement spécial. En conséquence, elle n'aura plus ses députés au Parlement d'Autriche. C'est du moins ainsi que raisonnaient les Allemands d'Autriche qui, si l'élément polonais est exclu du Parlement, auront la majorité dans cette assemblée. Mais ce sont alors les Tchèques qui risquent absolument à l'indéfini dans les régions où peuvent mettre les Allemands en échec au Parlement, et ils y tiennent fort. La question polono-tchèque devient ainsi une question tchèque, et le comte de Clam-Martinovitch n'a pas encore pu pour la résoudre, n'y est pas encore parvenu.

« Les Allemands de Bohême veulent faire reconnaître l'emploi officiel de la langue allemande dans tous les districts. Les Tchèques se refusent absolument à l'indéfini dans les régions où leur langue est seule parlée, et les uns et les autres sont irréductibles sur ce point. La proclamation même de l'autonomie du royaume de Bohême ne changerait rien à cette situation, et d'ailleurs les Allemands n'en veulent pas, estimant qu'elle leur serait à leur désavantage.

« Tous ces débats rendent impossible la convocation du Parlement autrichien. Les Allemands ne veulent qu'à la condition que les députés galiciens en soient exclus. Les Tchèques réclament que la Galicie ne peut être séparée de l'Autriche que par un vote du Parlement, et ils pensent en profiter pour faire émettre un vote favorable à leur propre autonomie.

« Voilà dans quelles difficultés se débat le comte Clam-Martinovitch. On voit qu'il n'est pas à peu près inexécutable. On pourrait proposer la création de tant d'États autonomes qu'il y a de peuples différents dans le pays. Mais l'empire, mais ni les Allemands d'Autriche, ni les Hongrois n'en voudraient, parce qu'ils seraient peut-être submergés. »

UN ACCORD ÉCONOMIQUE

Lausanne, 14 janvier. — On télégraphie de Vienne aux *Dernières Nouvelles de Munich* qu'un accord vient d'être conclu entre les gouvernements allemand, autrichien et hongrois dans le but de s'entraider pour surmonter des difficultés résultant de la pénurie des vivres. Désormais, des conférences régulières auront lieu entre les délégués économiques de ces trois pays dans chacune des capitales des Empires Centraux.

PROCHAINEMENT

Les Services de la Rédaction du Bonnet Rouge

seront transférés

14, RUE DROUOT (9^e arr^t)

LES NEUTRES

Genève, 14 janvier. — Le journal bulgare *Campana* publie des déclarations d'un Grec suivant lesquelles la situation est devenue intenable dans le royaume hellénique. Par suite de l'efficacité du blocus, le peuple est actuellement menacé de famine et complètement déprimé par les maladies. — (Information.)

Les Grecs de Paris

A l'issue du *Te Deum*, chanté en l'honneur du Triumvirat national, à l'église grecque de la rue Georges-Bizet, il a été envoyé à M. Venizelos, le télégramme suivant : « La colonie hellénique de Paris ayant assisté ce matin au *Te Deum* chanté à l'église grecque pour le triomphe du Triumvirat national, souhaite à Votre Excellence, à l'amiral Gouddouriotis et au général Danglis que l'année qui commence soit victorieuse pour l'hellénisme, allié aux puissances de l'Entente, contre les barbares et les ennemis de la liberté de l'Europe. »

Informations

— Une délégation du conseil général des Bouches-du-Rhône quittera Marseille ce soir, afin d'entretenir M. Herriot, ministre des transports, au sujet des projets concernant l'Alimentation. Cette délégation sera reçue demain après-midi par M. Herriot.

— On mande de Venise au *Messaggero*, qu'hier, a eu lieu la remise de la croix de guerre décernée, par le gouvernement français, à M. Gabriele d'Annunzio. Cette remise fut faite par le colonel de Gondroux. Le noble porteur pour la première fois l'insigne des mutilés, ayant perdu l'œil droit.

Les Diffamateurs

Madrid, 14 janvier. — Des poursuites vont être intentées contre le journal germanophile *La Nación*, qui a fait une campagne diffamatoire contre le comte de Romanones.

Le motif essentiel de l'action judiciaire

est une enquête ouverte par ce journal, auprès de ses lecteurs, afin de connaître sollicitant leur opinion sur la valeur morale de certains hommes politiques.

Cette enquête n'était en réalité qu'un moyen déguisé employé par ce journal pour se livrer aux pires diffamations contre le président du Conseil. Une fois encore, l'opinion unanime a désapprouvé hautement de tels procédés et les mesures prises par le gouvernement pour y mettre fin sont accueilliées avec satisfaction par tous. — (Radio.)

LES PROFITEURS

Amsterdam, 13 janvier. — Le tribunal de Konitz a condamné, dans sa dernière audience, à un an de prison et à 78.000 marks d'amende un meunier qui, chef du bureau de grains dans le district de Tucheil, avait profité de sa situation pour se livrer à la spéculation et commettre des malversations nombreuses. — (Radio.)

En Province

L'EMPLOI DES PRISONNIERS

Montcau-les-Mines, 14 janvier. — 200 prisonniers venant du camp de Sennecey, près de Dijon, sont arrivés aux fours Brynck pour être répartis dans les mines de la région.

PRISONNIERS ÉVADÉS ET REPRIS

Macon, 14 janvier. — Quatre prisonniers allemands évadés des chantiers de l'arsenal de Roanne, viennent d'être arrêtés à Iguerand (Saône-et-Loire).

A BATONS ROMPUS

J'ose rarement lire le *Temps* ; son aspect sévère et ses vastes dimensions m'inspirent à la fois la crainte et le respect. Pourtant, des amis m'ont affirmé que son apparente gravité n'était qu'une façade, et qu'en y regardant de près, on découvrirait assez fréquemment, dans ses articles les plus solennels, d'appréciables éléments de gaieté. Jusqu'ici, je n'avais jamais été favorisé d'une de ces heureuses rencontres. Mais, tout arrive ; et hier soir, l'énergie qu'il m'avait fallu déployer pour aller jusqu'au bout... du « Bulletin du jour », qui est la chronique liminaire de cette grave gazette, a été récompensé.

« L'Allemagne est jugée, écrit le rédacteur du « Bulletin », elle n'est pas battue encore. Il faut la battre et, pour cela, faire tout le nécessaire. L'effort est immense ; car rien n'est encore au point. Mais il sera décisif, s'il est conçu et conduit par toute notre coalition, comme il doit être conçu et conduit. Les armées alliées attendent des gouvernements que leur intelligence et leur volonté répondent à l'héroïsme qu'elles déploient depuis trente mois. »

Ces quelques phrases contiennent, à mon avis, une force comique irrésistible, qui ne se décèle point si on les parcourt hâtivement, mais qui se révèle à quiconque les examine avec attention.

« Des manières les plus sûres de déchaîner l'hilarité consiste à nier avec un imperturbable aplomb une vérité connue de tous. Proclamez publiquement que M. Barrès n'est pas un écrivain spiritueux et un éclat de rire accueillera cette affirmation. »

Mais voici qui est mieux encore : « Il faut la battre et, pour cela, faire le nécessaire. Cela ne vous rappelle-t-il pas ces vérités premières dont fourmille la chanson de « Monsieur de La Palisse » ? On dirait de même : « Pour battre le fer, il faut une enclume et un marteau. » Plus on énonce simplement un aphorisme d'une telle transcendance, plus on met ses lecteurs en joie.

Je n'insiste point trop sur la phrase : « Pour battre le fer, il faut une enclume et un marteau. »

« Aussi nous estimons qu'un vœu des fidèles à Dieu, par l'intercession de Notre-Dame d'Espérance, est la conclusion logique des engagements déjà pris par la France, pendant au cours de cette guerre, et que, d'autre part, la fixation d'une date nous permettra de dire à qui nous devons nos actions de grâce. En conséquence, nous promettons d'élever un monument commémoratif de nos engagements sacrés et des miséricordes divines, en dressant après la paix, une colonne surmontée de l'image de Notre-Dame d'Espérance, au sommet de la montagne de Sainte-Odile en face de l'Alsace reconquise. »

« Si Notre-Dame d'Espérance de Pont-Main nous exauce, nous promettons donc de souscrire pour le monument voulu. »

« En foi de quoi nous avons signé. »

« Il ne reste plus qu'à attendre le 17 janvier. Notre-Dame de Pont-Main peut délivrer la France, mais le voudra-t-elle ? Dans quelques jours nous serons fixés. Ce serait un miracle, n'est-ce pas, un vrai miracle ?

« Mais si la Bonne Dame ne marche pas ?... N'aurons-nous pas le droit de dire qu'elle est pour les Allemands ? Attendez mercredi. »

« Monsieur BADIN. »

LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

EST-ELLE pour mercredi prochain ?

Oui, si la Bonne-Dame de Pont-Main le veut

Le territoire français sera-t-il libéré de ses ennemis qui l'occupent avant la fin de la journée du 17 janvier 1917 ? Pas mal de gens le croient, parait-il, et un plus grand nombre l'espèrent.

« Mais ce serait un miracle ? — Aussi est-ce bien un miracle qu'attendent ceux qui croient et ceux qui espèrent. — Un miracle ? Pourquoi pas ? m'ont répondu de braves gens, que j'interrogeais sur cet événement sensationnel, un miracle de la Bonne Dame de Pont-Main ? Serait-ce la première fois, m'ont-ils ajouté, que la Sainte-Vierge accomplirait un miracle ?

« Mais pourquoi s'est-on cette fois adressé spécialement à Notre-Dame d'Espérance de Pont-Main ? plutôt qu'à telle ou telle autre de nos madones ?

UN PRÉCÉDENT

Voici ce qu'à bien voulu me dire quelqu'un qui aura une grande déception si le 17 janvier 1917 a minuit il reste encore un territoire allemand en France — les prisonniers exceptés bien entendu.

« C'est un souvenir de l'autre guerre, celle de 1870-71. Elle ne fut guère heureuse pour le savez. A l'époque correspondant à celle où nous sommes, c'est-à-dire au début de janvier 1871, Paris était assiégé ; les armées allemandes avaient largement dépassé le camp retranché ; les courriers ennemis atteignaient déjà le département de la Mayenne. Or, le 17 janvier de cette année-là dans une petite commune de l'arrondissement de Mayenne, à Pont-Main, — moins de 600 habitants — la Vierge apparut à six enfants et leur déclara : — Mon Fils se laisse toucher. »

Le soir même, les Prussiens arrêtaient leur marche, reculaient et, quelques jours après, intervenait l'armistice.

Pourquoi la Vierge de Pont-Main, à Notre-Dame d'Espérance, comme on l'appelle maintenant, ne renouvellerait-elle pas en 1917, le geste libérateur de 1871, plus large ment ? Il y a 46 ans elle ne protégeait que la Mayenne. Nous la supplions aujourd'hui de libérer la France tout entière.

« Et nous sommes nombreux ! Dans 27 diocèses, les évêques ont engagé les fidèles à se tourner vers Pont-Main ; ils approuvent et encouragent un vœu spécial pour demander le miracle qu'ils espèrent. La Bonne Dame de Pont-Main peut l'obtenir ; elle peut demander à son Fils de « se laisser toucher » une nouvelle fois.

« La reconnaissance des fidèles sera éblouante. Ils s'engageront à élever après la paix un monument en son honneur au sommet de la montagne de Sainte-Odile, face à la plaine d'Alsace reconquise. »

« Et ce n'est pas là un engagement purement moral. Des centaines de personnes pieuses, zélatrices ardentes, parcourront villes et campagnes, faisant signer le Vœu et recueillant la promesse de souscriptions, car on souscrit pour le monument « à condition. »

LE MARCHÉ

« Si le miracle n'a pas lieu, les engagements pris seront nuls et non avenue ; si la France est libérée par minuit de tout ennemi, les offrandes promises seront recueillies.

« Voici, à titre documentaire, la formule du vœu :

« Nous, soussignés, catholiques de France, émus de la durée de la guerre et de tristesse campagne d'hiver que nos soldats entament avec tant de vaillance et de tenacité, convaincus de la victoire de notre armée, parce que confiants en la prédication de Dieu pour la fille aînée de son Eglise, nous mettons notre espoir dans la toute-puissance d'intercession de la Très-Sainte Vierge sur le Cœur Sacré de Jésus pour précipiter les événements. Unis aux vœux qui ont été faits au Sacré-Cœur de Montmartre, à Paray-le-Monial, et à celui de Nossignards les évêques en l'honneur de Notre-Dame de Lourdes, nous nous adressons maintenant à Notre-Dame d'Espérance de Pont-Main pour lui rendre un hommage que nous désirons national, en lui demandant

